



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 3 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF TAC

CETAC

16 Allée Marcel Paul
77360 Vaires-sur-Marne

Nos Réf. : E/25-2608
Code AIOT : 0006513201

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement EDF TAC implanté Site EDF de Montereau Chemin du Port 77670 Vernou-la-Celle-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 02/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

- Inspection AIR

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF TAC
- Site EDF de Montereau Chemin du Port 77670 Vernou-la-Celle-sur-Seine
- Code AIOT : 0006513201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site EDF-CETAC de Montereau est implanté dans le département de Seine et Marne (77) sur les communes de Vernou-la-Celle-sur-Seine et de La Grande-Paroisse.

Sur ce site, par arrêté préfectoral n°2010 DAIDD 1 IC 034 du 9 février 2010, complété par l'arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD 77 089 du 25 juillet 2022, EDF est autorisé à exploiter deux turbines à combustion (TAC) fonctionnant au fioul domestique et au gaz naturel.

Les TAC sont des moyens de production dits de « pointe » et « d'extrême pointe » qui permettent, en cas de fort pic de consommation électrique, d'assurer la fourniture en électricité ainsi que la sécurité du réseau.

Ces installations sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 1434, 3110 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement est classé « Seveso seuil bas » au titre de la rubrique 4734 pour son stockage de liquides inflammables (fioul domestique).

L'établissement est également classé « IED » au titre de la rubrique 3110 pour ses installations de combustion.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Local incendie	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 8.3.5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance de l'environnement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 37	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Plan de gestion des périodes OTNOC	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Contrôle périodique des rejets atmosphériques 1/2	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	6 mois
8	Respect des valeurs limites / Mesure en continu	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
9	Transmission des résultats de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
10	Fluides Frigorigènes	Règlement européen du	Avec suites, Lettre de suite	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		16/04/2014, article 12-3	préfectorale		
11	Caractéristiques des conduites de gaz	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.3.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Autonomie incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe V	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Détermination des flux annuels	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Contrôle périodique des rejets atmosphériques 2/2	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les périodes dites « OTNOC » sont bien intégrées dans les déclarations annuelles GERE de l'exploitant.

L'exploitant ne respecte pas les délais prescrits pour la transmission de ses différents rapports de contrôle.

L'exploitant doit veiller à faire réaliser l'ensemble des contrôles périodiques de ses rejets conformément aux dispositions de l'article 3.2.8.2 de son arrêté d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Local incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 8.3.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2024
Prescription contrôlée : <p>Les murs du local abritant la pompe diesel sont coupe-feu de degré deux heures.</p>
Constats : <p>Constats établis lors des précédentes inspections :</p> <p><u>Remarque n°4 suite à l'inspection du 16 novembre 2018 :</u> L'exploitant justifiera le degré coupe-feu des murs du local abritant la pompe diesel.</p> <p><u>Constat de l'inspection du 14/12/2020 :</u> Les plans fournis indiquent un critère de stabilité au feu et non de coupe-feu. L'exploitant devra présenter une attestation de degré coupe-feu des murs du local abritant la pompe diesel. Remarque maintenue</p> <p><u>Constats de l'inspection du 03/10/2022:</u> Lors de la visite, l'exploitant a présenté un document précisant que les murs séparatifs internes (dont ceux séparant la pompe Diesel incendie et la pompe électrique Incendie) sont CF 2H. Ce document ne précise pas en revanche le degré coupe-feu des murs externes. L'exploitant justifiera au travers des éléments de son EDD la nécessité ou non que les murs externes du local soit CF 2h. Le cas échéant, il devra justifier de ce degré CF2H pour les murs externes.</p> <p><u>Constat de l'inspection du 13/10/2023 :</u> L'exploitant a toutefois précisé que dans le cadre d'un dossier de demande d'autorisation environnementale (DDAE) visant à augmenter le nombre d'heures de fonctionnement des turbines à combustion, une analyse sur la nécessité d'avoir des murs extérieurs coupe feu 2h au niveau du local incendie sera réalisée. Cette analyse impliquera une mise à jour de l'étude de danger.</p> <p><u>Constats établis lors de l'inspection du 12/12/2024 :</u> Dans sa réponse du 20/11/24 au rapport de l'inspection du 13/10/2023, l'exploitant a transmis une note justifiant de la nécessité (ou non) de murs coupe-feu tout autour de la pomperie diesel (pomperie de secours de la pomperie électrique).</p> <p>Cette note mentionne que :</p> <ul style="list-style-type: none">• le mur séparant le local pomperie électrique du local pomperie diesel est coupe feu 2h ;

- les 3 autres murs du local pomperie diesel donnant sur l'extérieur du bâtiment incendie sont coupe feu 1,5h ;
- le local pomperie diesel est équipé d'une double détection (flamme et fumées) complétée par un système de protection à eau de type sprinklage avec thermofusible.

Cependant, l'exploitant ne montre pas que le système de sprinklage couplé à des murs coupe feu 1,5h sont équivalents à des murs coupe feu 2h, comme le prescrit l'article 8.3.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/02/2010.

La remarque n°4 suite à l'inspection du 16 novembre 2018 est maintenue. Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il montre que les équipements mis en place dans le local pomperie diesel sont équivalents à la prescription constructive de 4 murs coupe-feu 2h.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Autonomie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe V														
Thème(s) : Risques accidentels, Dérogations taux d'application														
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024														
Prescription contrôlée : <p>Taux d'application d'extinction et durées pour les stratégies de lutte contre l'incendie ne prévoyant pas l'intervention des services d'incendie et de secours</p> <p>A. - Taux d'application d'extinction forfaitaires</p> <p>Pour la détermination des moyens en solution moussante et des réserves d'émulseur nécessaires à l'extinction d'incendies de liquides inflammables définis au point 43-1 du présent arrêté, les taux d'application d'extinction efficaces forfaitaires sont a minima, sauf dispositions différentes prescrites par le préfet au vu des justifications apportées par l'exploitant, ceux fixés dans le tableau suivant :</p> <table><tr><th>TAUX D'APPLICATION D'EXTINCTION</th><th>LIQUIDE non miscible à l'eau</th><th>LIQUIDE miscible à l'eau</th></tr><tr><td>Moyen d'application réalisant une application douce (notamment les déversoirs et boîtes à mousse)</td><td>4 litres par mètre carré et par minute</td><td>4 litres par mètre carré et par minute</td></tr><tr><td>Moyen d'application réalisant une application indirecte (par exemple projection avec canon ou lance sur le réservoir)</td><td>5 litres par mètre carré et par minute</td><td>8 litres par mètre carré et par minute</td></tr><tr><td>Moyen d'application réalisant une application directe (projection avec canon ou lance sans toucher le réservoir)</td><td>7 litres par mètre carré et par minute</td><td>15 litres par mètre carré et par minute</td></tr></table>			TAUX D'APPLICATION D'EXTINCTION	LIQUIDE non miscible à l'eau	LIQUIDE miscible à l'eau	Moyen d'application réalisant une application douce (notamment les déversoirs et boîtes à mousse)	4 litres par mètre carré et par minute	4 litres par mètre carré et par minute	Moyen d'application réalisant une application indirecte (par exemple projection avec canon ou lance sur le réservoir)	5 litres par mètre carré et par minute	8 litres par mètre carré et par minute	Moyen d'application réalisant une application directe (projection avec canon ou lance sans toucher le réservoir)	7 litres par mètre carré et par minute	15 litres par mètre carré et par minute
TAUX D'APPLICATION D'EXTINCTION	LIQUIDE non miscible à l'eau	LIQUIDE miscible à l'eau												
Moyen d'application réalisant une application douce (notamment les déversoirs et boîtes à mousse)	4 litres par mètre carré et par minute	4 litres par mètre carré et par minute												
Moyen d'application réalisant une application indirecte (par exemple projection avec canon ou lance sur le réservoir)	5 litres par mètre carré et par minute	8 litres par mètre carré et par minute												
Moyen d'application réalisant une application directe (projection avec canon ou lance sans toucher le réservoir)	7 litres par mètre carré et par minute	15 litres par mètre carré et par minute												
<p>B. - Méthodologie d'évaluation des taux d'application de solution moussante</p> <p>Pour certains émulseurs s'avérant particulièrement performants, ayant satisfait à des tests de qualification selon des protocoles définis dans des guides professionnels reconnus par le ministère chargé du développement durable, les taux efficaces forfaitaires, selon le mode d'application, peuvent être remplacés, pour les incendies de rétention, par des taux calculés selon la méthodologie décrite ci-dessous.</p> <p>Le taux d'application d'extinction réel à préconiser est $T_{réel} = T_{exp} \cdot K + 0,5$ litre par mètre carré et par minute où :</p> <ul style="list-style-type: none">- T_{exp} est un taux d'application expérimental propre à chaque famille d'émulseur déterminé à														

partir d'une campagne d'essais ;

- K est un coefficient de majoration lié aux conditions d'application. Ce coefficient est propre à chaque site ;

- une majoration forfaitaire de 0,5 litre par mètre carré et par minute de ce taux est effectuée pour tenir compte des incertitudes inhérentes à toute détermination expérimentale.

Pour l'extinction d'un incendie de liquide inflammable, les valeurs des taux d'application expérimentaux d'extinction sont déterminées à partir d'une campagne d'essais tels que définis par les guides professionnels.

Le coefficient opérationnel K se détermine en effectuant la somme des majorations affectées aux différents paramètres présentés dans les tableaux ci-après, selon la formule : $K = 1 + F1 + F2$.

- F1 représente la somme des majorations liées aux facteurs influant directement sur le taux d'application, à savoir l'accessibilité aux côtés de la rétention, l'encombrement dans la rétention, la portée des jets de lance et les données météorologiques.

Majoration due à l'accessibilité	
Accessible de tous côtés	Aucune
Un côté inaccessible	0,25
Deux côtés inaccessibles	0,5
Majoration due à l'encombrement	
1 seul réservoir, pas de nappe de tuyauteries	Aucune
Plusieurs réservoirs	0,1
Rétention très encombrée, nappe de tuyauteries	0,2
Majoration due à la portée	
Impact sur le réservoir	Aucune
Impossibilité d'impacter le réservoir (émulseur de catégorie I)	0,25
Impossibilité d'impacter le réservoir (émulseur de catégorie II)	0,5
Majoration due à la météorologie (vent)	
Zone I selon les règles Neige et Vent	Aucune
Zone II selon les règles Neige et Vent	0,1
Zone III selon les règles Neige et Vent	0,2
Zone IV selon les règles Neige et Vent	0,3

L'évaluation des différents paramètres est effectuée au cas par cas en intégrant la présence des moyens fixes qui permettent de compenser les majorations liées aux conditions pénalisantes (pas de majoration pour les moyens fixes).

En cas d'utilisation simultanée de moyens fixes et de moyens mobiles, le calcul est fait au prorata de la contribution de chacun des moyens, calculée par rapport au taux nécessaire correspondant (pas de majoration pour les moyens fixes, majorations pour les moyens mobiles).

- F2 représente la majoration liée au délai de mise en œuvre des moyens. Les critères du paramètre F2 définis dans le tableau suivant doivent être réalisés en permanence à toute heure de la journée

et de la nuit.

Majoration due au délai	
Si le temps de mise en œuvre des moyens fixes ou du premier moyen d'intervention ou de prévention est inférieur ou égal à quinze minutes et Si le temps de mise en œuvre de la moitié des moyens de temporisation est inférieur ou égal à trente minutes et Si le temps de mise en œuvre de l'intégralité des moyens de temporisation est inférieur ou égal à quarante-cinq minutes	Aucune
Si une ou plusieurs de ces conditions ne sont pas respectées	0,25
Si le temps de mise en œuvre de l'intégralité des moyens de temporisation est supérieur à quatre-vingt-dix minutes	0,5

Nota. - La temporisation consiste à réduire le flux thermique émis par l'incendie par la mise en œuvre de moyens d'application de solution moussante dont le taux est égal à la moitié du taux d'application nécessaire à l'extinction.

Le coefficient F2 est égal à 0 dans le cas de la mise en œuvre d'un tapis de mousse préventif.

L'évaluation des différents paramètres s'effectue au cas par cas en intégrant la présence des moyens fixes qui permettent de compenser les majorations liées aux conditions pénalisantes.

Des clarifications sur ces paramètres sont apportées dans des guides professionnels.

C. - Durées

Pour la détermination des réserves minimales en émulseur et éventuellement des réserves en eau, la durée de la phase d'extinction est la suivante :

- feu de réservoir :

- 20 minutes en cas d'usage de moyens fixes ou semi-fixes ;
- 20 minutes pour une surface de réservoir inférieure à 2 000 mètres carrés, plus 10 minutes par tranche de 1 000 mètres carrés de surface de réservoir au-delà des 2 000 mètres carrés en cas d'usage de moyens mobiles.

- feu de rétention ou de sous-rétention :

- réduction du flux thermique par application de mousse d'extinction le temps de réunir l'intégralité des moyens d'extinction ;
- extinction en 20 minutes.

Constats :

Constat de l'inspection du 14/12/2020 :

L'exploitant devra également confirmer que :

- le débit des moyens installés est supérieur au débit minimum d'extinction requis,
- les moyens en place permettent de couvrir la totalité de la surface de la cuvette (distance maximum de 30m).

Constat de l'inspection du 03/10/2022:

Comme proposé par l'exploitant, un nouveau contrôle du débit du scénario majorant (feu de cuvette) devra confirmer que les moyens installés sont supérieurs au débit minimum d'extinction requis

Constat de l'inspection du 13/10/2023 :

Le constat relevé lors de l'inspection du 14/12/2020 est maintenu. L'exploitant doit justifier de l'acceptabilité des mesures de débits réalisée avec la moto-pompe électrique ; le cas échéant, il adaptera les installations afin de respecter les débits requis.

Constats relevés lors de l'inspection du 12/12/2024 :

Dans le rapport des essais réalisés les 27-28 mars 2023 et transmis en 2024, le débit minimum mesuré pour le scénario incendie utilisant le groupe motopompe électrique est inférieur au débit minimal requis de 2,9 %.

L'exploitant a précisé en séance que le rapport avait prévu une incertitude des mesures de + ou – 5 % sur les valeurs mesurées.

En séance, il a expliqué que le circuit d'acheminement du fluide vers les différents orifices de déversements comportaient des incertitudes à chaque orifice et a indiqué les hypothèses de tolérance justificatives fournies par le fournisseur du débitmètre et son bureau d'études, à savoir :

- les différentes données d'entrée de configuration de l'instrumentation (épaisseur et diamètre extérieur de la canalisation, rugosité, longueur droite amont/aval, température du fluide)
- le profil d'écoulement du fluide (régime d'écoulement, vitesse, rugosité, perte de charge singulière).

=> Le constat relevé lors de l'inspection du 14/12/2020 est levé.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Surveillance de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées dans l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024
Prescription contrôlée : <p>Une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées de polluants au voisinage de l'installation peut être imposée par l'arrêté préfectoral pour chacun des polluants mentionnés au chapitre II du présent titre, en fonction de l'impact potentiel des émissions sur l'environnement et la santé publique. Cette surveillance est obligatoire pour les établissements dont les rejets dans l'atmosphère dépassent au moins l'un des flux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- 200 kg/h de SO₂ ;- 200 kg/h de NO_x ;- 150 kg/h de composés organiques ;- 50 kg/h de poussières ;- 50 kg/h de composés inorganiques gazeux du chlore ;- 50 kg/h d'acide chlorhydrique ;- 25 kg/h de fluor et composés fluorés ;- 10 g/h de cadmium et de mercure et leurs composés (exprimés en Cd + Hg) ;- 50 g/h d'arsenic, sélénium et tellure et leurs composés (exprimés en As + Se + Te) ;- 500 g/h (dans le cas d'installations de combustion consommant du fuel lourd, cette valeur est portée à 2 kg/h) d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, plomb, vanadium et zinc, et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) ;- ou 100 g/h de plomb et ses composés (exprimés en Pb). <p>Le programme de surveillance est mis en oeuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. L'arrêté préfectoral fixe les modalités de cette surveillance, en particulier le nombre et la localisation des points de mesure ainsi que les conditions de prélèvement et d'analyse. Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Les émissions diffuses sont prises en compte.</p> <p>Cette surveillance est mise en place dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> <p>Dans tous les cas, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée autorisée ou dans son environnement proche.</p>
Constats : <p>Dans sa réponse du 18/11/2024, l'exploitant a justifié ses choix pour les polluants Hcl, HF, COVnM et SO₂ :</p> <p><u>Absence Hcl et HF</u></p>

- L'exploitant a invoqué l'article 29 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 qui exige des mesures d'autosurveillance pour les combustibles solides uniquement
- il a pris attache auprès d'un responsable de la base CITEPA qui a confirmé que ces polluants n'étaient pas caractéristiques de l'utilisation et la combustion du FOD et du gaz naturel.

Mesures du COVnM

- l'exploitant a réalisé des mesures qui estiment à 309 kg et 168 kg les flux de COVnM pour respectivement le FOD et le gaz, pour l'année 2023.

L'inspection a noté que les mesures s'étaient focalisées sur la partie non méthanisée des composés organiques et a demandé à ce que des mesures soient réalisées pour la partie méthanique de manière à justifier l'absence de flux global COV supérieur au maximum autorisé.

Pour le SO₂ :

- l'exploitant a mis en exergue la caractérisation systématique du FOD pour vérifier le respect de la teneur en soufre (moins de 1%)

En séance, il a indiqué que pour le gaz naturel, GRTGaz avait également établi un cahier des charges strict permettant de garantir la présence de soufre en dessous des seuils autorisés.

- En parallèle, il a établi une synthèse des flux maximaux mesurés lors des campagnes de mesures périodiques annuelles. Sur les 5 dernières années, les flux enregistrés ne dépassaient pas 65 % des VLE de l'arrêté d'exploitation.

Plan de surveillance et campagne de mesures 2023

Les résultats de la deuxième campagne menée en novembre 2023 ont été transmis à l'Inspection et indiquent des résultats similaires à ceux de la première campagne. Les flux restent en dessous des VLE .

L'exploitant indique avoir procédé à ce programme de surveillance dans le cadre de l'augmentation des heures de fonctionnement des TAC en 2023.

Malgré l'augmentation du nombre d'heures de fonctionnement, les résultats mettent en évidence l'absence d'impact significatif de l'activité de la CETAC de Montereau. Les valeurs mesurées restent en dessous des valeurs limites imposées par l'arrêté d'exploitation et la réglementation.

L'exploitation juge ce programme supplémentaire comme redondant aux mesures en continu et périodiques déjà existantes.

L'Inspection demande que l'ensemble des justifications exposées ainsi que les résultats des mesures soient portées dans le plan de surveillance de l'exploitant et que le plan ainsi actualisé soit transmis à l'Inspection.

Elle demande à l'exploitant de se positionner sur la pertinence de la poursuite de la surveillance dans l'environnement.

Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241212-1 :

L'exploitant devra justifier par des mesures, l'absence de rejets de COVnM et COV totaux supérieurs au flux autorisé par l'article 37 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

Suite n°20241212-2:

L'exploitant transmettra à l'Inspection, son plan de surveillance actualisé au regard des conclusions des campagnes de mesures des polluants de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

Il se positionnera sur la pertinence d'un programme de surveillance complémentaire aux mesures

déjà prescrites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan de gestion des périodes OTNOC

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, IED MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024
Prescription contrôlée : <p>Article 2.1.7 Gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :</p> <ul style="list-style-type: none">- les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé. <p>L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions. L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion de ces périodes OTNOC contenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, l'eau ou le sol (par exemple types de conception à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à combustion),- l'établissement et la mise en oeuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes,- une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et la mise en oeuvre des mesures correctives si nécessaire,- une évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en oeuvre des mesures correctives si nécessaire. <p>Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p><u>Constat n°17 suite à l'inspection du 03/10/2022 :</u> <i>L'exploitant doit déclarer ses périodes OTNOC dans GERE.</i> <i>Lors de l'inspection du 13/10/2023, l'exploitant a expliqué qu'une note technique pour la formation des OTNOC de l'ensemble des TAC avait été rédigée et était en cours de signature. Il a également indiqué que les périodes OTNOC seraient déclarées dans GERE lors de la campagne de déclaration pour l'année 2023.</i></p> <p>L'Inspection a constaté la prise en compte des flux ainsi calculés sur les périodes OTNOC dans la déclaration GERE pour les émissions de l'année 2023.</p>

Dans sa réponse du 18/11/2024, l'exploitant a détaillé la méthodologie de calcul des flux émis par chaque polluant pendant les périodes OTNOC.
Il indique s'être basé sur les facteurs d'émission de la base OMINEA.

=> Le constat n°17 de l'inspection du 03/10/2022 est levé.

L'exploitant a transmis à l'Inspection la note technique décrivant la méthodologie retenue pour le calcul des flux sur l'ensemble de ses sites CETAC. Mais celle-ci ne comprend pas le détail des calculs des flux des différents paramètres.

Il a indiqué en séance qu'une procédure spécifique serait éditée pour chaque site, précisant les valeurs des facteurs d'émission et autres flux mesurés, spécifiques à chaque site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241212-3 :

L'exploitant transmettra à l'Inspection les procédures d'application de la méthodologie précisant les valeurs des paramètres de calcul de flux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Détermination des flux annuels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Flux des émissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024
Prescription contrôlée : <p>III. [...] l'arrêté préfectoral fixe un flux massique horaire, journalier, mensuel ou annuel. Ce flux maximum prend notamment en compte la durée de fonctionnement de l'installation. [...] Les émissions des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (démarrage et arrêts, pannes des systèmes de traitement des fumées...) sont prises en compte dans les flux annuels.</p>
Constats : <p><i>Non-conformité n°13102023-7 : Contrairement aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable aux installations classées 3110 supérieures à 50 MW, l'exploitant n'a pas tenu compte des émissions des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement pour la détermination des flux annuels. Il est attendu que l'exploitant se conforme à la réglementation pour la détermination des prochains flux.</i></p> <p>L'exploitant a pris en compte ces flux dans sa déclaration GERE 2023 en 2024. Il a précisé cette prise en compte dans son courrier de réponse du 20/11/2024.</p> <p>=> La non-conformité n°13102023-7 de l'inspection du 13/10/2023 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle périodique des rejets atmosphériques 1/2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024
Prescription contrôlée : <p>II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures des paramètres visés aux articles 3.2.4 (concentrations) et 3.2.6 (flux horaires) du présent arrêté par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.</p> <p>Les mesures périodiques s'effectuent à la charge nominale de l'installation et au minimum technique, soit 66 % de la charge nominale au FOD et 65 % au gaz naturel, après une période de stabilisation du régime de fonctionnement. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois.</p>
Constats : <p><u>Non-conformité n°13102023-8 de l'inspection du 13/10/2023 :</u></p> <p>Aucune mesure 2023 n'a été effectuée au minimum technique aussi pour un fonctionnement au fioul qu'au gaz naturel.</p> <p>→ En conclusion de ce constat, l'exploitant doit réaliser, avant la fin du premier semestre de l'année 2024, la mesure périodique des émissions atmosphériques des 2 TAC au minimum technique, conformément aux dispositions de l'article 3.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 09/02/2010.</p> <p>Les résultats seront communiqués conformément à l'article 3.2.8.6 du même arrêté.</p> <p>Dans les rapports 2024 présentés, seules les mesures en PMD ont été réalisées</p> <p>L'exploitant a indiqué que le prestataire chargé des mesures périodiques de 2024 n'a pas tenu compte de l'arrêté complémentaire du 25 juillet 2022 qui spécifiait les mesures en périodes PMD (Puissance Maximale Disponible) et MT (Minimum Technique).</p> <p>Cette erreur n'a pu être décelée à temps car le cahier des charges listant les mesures à effectuer fait simplement référence aux articles de l'arrêté et il n'y a pas de vérification du contenu des articles suivis. L'opérateur qui accompagne le prestataire vérifie uniquement le respect du mode opératoire et du matériel.</p> <p>L'exploitant indique avoir transmis une demande de prise en compte des deux paliers de mesures pour les prochaines campagnes de mesures. Il prévoit une procédure de contrôle documentaire afin de s'assurer que les résultats des mesures demandées correspondent aux bons articles des arrêtés en vigueur, ceux-ci faisant office de cahier des charges.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n°20241212-4 :</p> <p>Les mesures périodiques des émissions atmosphériques des 2 TAC, au minimum technique (MT), telles que demandées par les dispositions de l'article 3.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2010 modifié par l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2022, n'ont pas été réalisées en 2024.</p> <p>L'exploitant s'assurera de leur prise en compte par le prestataire en 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Contrôle périodique des rejets atmosphériques 2/2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024
Prescription contrôlée : <p>II. - Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.</p> <p>Les mesures sont réalisées conformément aux normes mentionnées dans l'avis du 30 décembre 2020 du ministère de la Transition Écologique sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
Constats : <p><u>Observation n°13102023-8 :</u> <i>Il est demandé à l'exploitant de veiller, pour les prochains contrôles périodiques des émissions atmosphériques et rapports établis par l'organisme de contrôle, à la cohérence des données et au respect des normes de référence en vigueur. Si nécessaire, l'exploitant demandera la révision des rapports à l'organisme de contrôle.</i></p> <p>L'Inspection a examiné les documents suivants :</p> <p><u>Rapport périodique 2024 de la TAC 5 :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Il n'y a pas eu de mesures en pallier MT (Minimum Technique)- le rapport permet d'identifier clairement le combustible utilisé- le nombre d'essais pour les mesures en PMD (Puissance Maximale Disponible) était bien au nombre de 3 pour chaque combustible utilisé <p><u>Rapport TAC 6 :(présenté en séance)</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Il n'y a pas eu de mesures en pallier MT (Minimum Technique)- le rapport permet d'identifier clairement le combustible utilisé- le nombre d'essais pour les mesures en PMD (Puissance Maximale Disponible) était bien au nombre de 3 pour chaque combustible utilisé- les essais PMD au FOD indiquent des valeurs inférieures aux seuils réglementaires. <p>=> L'observation n°13102023-8 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des valeurs limites / Mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.5
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – respect des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024
Prescription contrôlée : <p>I - Mesures en continu</p> <p>Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.4 du présent arrêté sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :</p> <ul style="list-style-type: none">• aucune valeur moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission ;• 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission mensuelles. <p>Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément à l'article 3.2.8.4 du présent arrêté.</p> <p>Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 2.1.6 du présent arrêté.</p> <p>Toutefois, les émissions de polluants durant ces périodes sont estimées et rapportées dans les mêmes conditions que le bilan des mesures et la déclaration annuelle des émissions prévus aux chapitres 10.1 et 10.2 du présent arrêté.</p>
Constats : <p><i><u>Non-conformité n°13102023-10</u> : Contrairement aux dispositions de l'article 3.2.8.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/02/2010, la valeur limite d'émission en flux horaire du paramètre poussières a été dépassée au moins une fois en mars 2023 pour la TAC 5 avec un fonctionnement au gaz naturel. Il est attendu de la part de l'exploitant d'explicitier le ou les dépassements constatés dans le cadre de la transmission des rapports trimestriels attendus.</i></p> <p><i><u>Observation n°13102023-9</u> : Il est demandé à l'exploitant de présenter les flux rejetés avec une meilleure précision, afin qu'aucune ambiguïté ne subsiste quant à l'interprétation des résultats.</i></p> <p>Concernant le dépassement de la valeur limite d'émission en flux horaire du paramètre poussières, l'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une erreur d'affichage de l'unité, les valeurs étant passées en kg/h.</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit reporter tout dépassement de seuil constaté dans le bilan de son rapport et en analyser les causes pour mettre en œuvre les mesures correctives</p>

adaptées.

L'exploitant n'a pas su en séance expliquer le calcul de certains flux totaux. Par ailleurs, l'Inspection a recommandé à l'exploitant de préciser la valeur du débit des fumées dans une unité plus facilement exploitable.

Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241212-5:

L'exploitant justifiera la non-prise en compte des dépassements de seuils constatés en janvier 2024 dans le bilan trimestriel pour les NOx.

Il s'attachera à vérifier le bon report de tout dépassement et à préciser les causes et les mesures correctives dans ses prochains bilans trimestriels.

Suite n°20241212-6:

L'exploitant veillera à un affichage lisible des valeurs des débits totaux de fumées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Transmission des résultats de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.6
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Transmission des résultats
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des mesures en continu sont transmis tous les trimestres à l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures périodiques réalisées au titre de l'article 3.2.8.2 II sont transmis dans le mois qui suit leur transmission à l'exploitant.</p> <p>Les résultats sont éventuellement accompagnés de commentaires sur les causes de dépassement constaté ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>---</p> <p>Article 14 de l'arrêté préfectoral du 23/12/2022 :</p> <p>Jusqu'au 31 décembre 2023, sans préjudice des dispositions existantes, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées, un rapport de synthèse mensuel relatif au fonctionnement de son installation de combustion comprenant, notamment, les éléments suivants:</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">- les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux et atmosphériques, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements éventuels, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ;- l'estimation des flux de polluants rejetés dans l'atmosphère (mensuels et cumulés à compter du 1er janvier de l'année en cours) ; [...].
<p>Constats :</p> <p><i>Non-conformité n°13102023-11 : L'exploitant ne respecte pas la fréquence de transmission des résultats des mesures en continu 2023 imposée à l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 23/12/2023.</i></p> <p><i>Non-conformité n°13102023-12 : L'exploitant ne respecte pas la fréquence de transmission des résultats des mesures périodiques telle que fixée à l'article 3.2.8.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/02/2010.</i></p> <p>L'Inspection a constaté la transmission tardive du rapport périodique de 2024 de la TAC 5 (rapport d'intervention du 27/02/2024 rédigé le 13/03/2024 et transmis le 10/12/2024) et la non transmission du rapport de la TAC 6. Ce dernier, daté du 14/05/2024 a été transmis post-inspection.</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant ses obligations en termes de délai de transmission : le mois suivant la réception du rapport pour les rapports périodiques annuels.</p> <p>L'exploitant s'engage à réfléchir à définir un autre mode de transmission pour assurer l'envoi des rapports dans les délais prescrits.</p>

L'exploitant s'engage à réfléchir à définir un autre mode de transmission pour assurer l'envoi des rapports dans les délais prescrits.

Par ailleurs, l'arrêté préfectoral du 23/12/2023 ne s'appliquant plus aux installations de l'établissement, la non-conformité n°13102023-11 est soldée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241212-7 :

L'exploitant s'organisera pour assurer la transmission des rapports dans les délais prescrits par l'article 3.2.8.6 de l'arrêté préfectoral du 09 février 2010 modifié par l'article 9 de l'arrêté du 25 juillet 2022.

En cas de modification de la fréquence de transmission des résultats de mesures périodiques, tel que cela a été le cas au cours de l'année 2023 avec l'arrêté préfectoral du 23/12/2022, il est attendu de la part de l'exploitant qu'il adapte cette fréquence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Fluides Frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 12-3	
Thème(s) : Risques accidentels, Étiquetage et informations sur les produits et les équipements	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024	
Prescription contrôlée : [....] 3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes:	
a)	une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou qu'il en est tributaire;
b)	la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, le nom chimique;
c)	à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO ₂ , de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.
L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes, le cas échéant:	
a)	une mention indiquant que les gaz à effet de serre fluorés sont contenus dans un équipement hermétiquement scellé;
b)	une mention indiquant qu'un appareil de commutation électrique a un taux de fuite testé, indiqué dans les spécifications techniques du fabricant, inférieur à 0,1 % par an.
Constats : <i>Non-conformité n°13102023-1 : La baie d'analyse ne dispose pas d'indication sur le type de fluide frigorigène utilisé ni sur la quantité de ce fluide en équivalent CO₂. L'exploitant doit être en capacité de fournir les informations précitées.</i> <i>Observation n°13102023-2 : L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des installations contenant des fluides frigorigènes au sein de son établissement répond aux prescriptions réglementaires en la matière. Il doit pouvoir justifier de sa conformité à ces prescriptions.</i> L'exploitant a indiqué que le CETAC, dans le cadre de sa veille réglementaire, a pris en compte les règlements F-GAS qui lui sont applicables.	

En séance, l'Inspection a procédé à une vérification par échantillonnage d'équipements contenant des fluides frigorigènes.

Pour l'équipement identifié 0DVY5007GF, le dernier contrôle datait du 10/10/2023.

Le fluide est le R-410-A avec une charge totale de 15,015 kg Eq CO₂ à 31,25 tonnes. Le test d'étanchéité réalisé lors du contrôle du 10/10/2023 ne mentionnait pas de fuite.

Le deuxième équipement correspond à la baie d'analyse de la non-conformité précédente (13102023-1).

La maintenance effectuée le 17/07/2024 indique un bon état. Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence d'une vignette bleue mentionnant la réalisation du dernier contrôle réglementaire en octobre 2024. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport associé à ce contrôle.

En outre, l'équipement mentionnait la présence du fluide R410 A avec une charge totale de 19 kg pour un Eq CO₂ de 19,42 tonnes.

=> La baie d'analyse indiquant le fluide et l'équivalent CO₂, la non-conformité n°13102023-1 est levée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241212-8:

L'exploitant transmettra le dernier rapport d'étanchéité du deuxième équipement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Caractéristiques des conduites de gaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2010, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations
Prescription contrôlée : <p>Les tuyauteries et leurs supports sont conçus pour résister à un séisme de référence tel que défini par la réglementation en vigueur.</p> <p>Les canalisations de gaz combustibles seront conformes à la législation en vigueur relative aux équipements sous pression.</p> <p>La canalisation doit être étanche et doit supporter en toute sécurité toutes les sollicitations internes et externes auxquelles elle est susceptible d'être soumise dans les conditions raisonnablement prévisibles.</p> <p>Un contrôle périodique des canalisations est mis en place. Il a pour objectif de vérifier que l'état des tuyauteries leur permet d'être maintenues en service avec un niveau de sécurité compatible avec les conditions d'exploitation. Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la périodicité sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant et qui concerne l'ensemble des tuyauteries quelle que soit la pression maximale de service.</p> <p>L'ouvrage gaz aérien est protégé des agressions mécaniques et thermiques par des mesures passives.</p> <p>Les profondeurs d'enfouissement de la canalisation est d'au moins un mètre, compté au-dessus de la génératrice supérieure du tube.</p> <p>Le trajet des tuyauteries et des conduites souterraines et aériennes, quelle que soit la pression maximale de service et le diamètre, est repris sur un plan à jour disponible dans l'établissement afin de faciliter l'entretien, le contrôle et la réparation en toute sécurité. Ce plan fait mention des pressions de service, des diamètres et du fluide en transit ainsi que de tous les équipements de sécurité et accessoires.</p>
Constats : <p>En salle, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le programme de contrôle des tuyauteries du site, ni les dernières inspections réalisées sur celles-ci.</p> <p>De même, le contrôle périodique des canalisations n'a pas été présenté, tout comme le plan mis à jour sur lequel figure le trajet des tuyauteries et des conduites souterraines et aériennes.</p> <p>L'inspection a procédé à la visite des zones de canalisation gaz, depuis le poste d'arrivée du gaz, vers le poste de détente puis l'arrivée aux turbines.</p> <p>Les différentes zones d'arrivée et de détente sont en espaces clos, non accessibles. Les canalisations sont distinctes pour chaque TAC.</p> <p>L'exploitant a insisté sur la matérialisation extérieure des zones souterraines traversées par ces canalisations afin d'éviter la circulation d'engins sur ces zones. L'inspection a constaté visuellement le bon état global de l'ensemble.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p><u>Suite n°20241212-9</u></p> <p>L'exploitant transmettra :</p> <ul style="list-style-type: none">• le programme de contrôle des tuyauteries ainsi que le ou les derniers rapports de contrôle réalisés ;• le rapport du dernier contrôle périodique réalisé sur les canalisations ;

- le plan mis à jour sur lequel figure le trajet des tuyauteries et des conduites souterraines et aériennes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois